

**UNIVERSITE CATHOLIQUE DE LOUVAIN
INSTITUT DES SCIENCES DU TRAVAIL**



RESUME

**REPRESENTATIVITE INSTITUTIONNELLE DES ORGANISATIONS D'EMPLOYEURS
ET DE TRAVAILLEURS DANS LE SECTEUR DE LA CHIMIE
PROJET No VC/2004/0547**

Janvier 2006

Projet de recherche mené pour la Direction générale Emploi et Affaires sociales de la Commission européenne

EQUIPE RESPONSABLE DE L'ETUDE

Auteur du résumé

Isabelle VANDENBUSSCHE, chercheur

Coordinateurs

Prof. Armand SPINEUX et Prof. Evelyne LEONARD

Equipe de recherche

Prof. Bernard FUSULIER

Prof. Pierre REMAN

Alexandre CHAIDRON, chercheur

Delphine ROCHET, chercheur

Coordination administrative

Marie-Anne SAUSSU et Myriam CHEVIGNE

Réseau des experts nationaux

Allemagne	Dieter Sadowski, Catharina Leilich, Oliver Ludewig, Mihai Paunescu, Martin Schneider, Susanne Warning, Institut für Arbeitsrecht und Arbeitsbeziehungen in der Europäischen Gemeinschaft, IAAEG - Universität Trier
Autriche	Franz Traxler, Institut für Wirtschaftssoziologie, Universität Wien, Bruennerstrasse 72, A-1210 Vienna.
Belgique	Jean Vandewattyne, Université Libre de Bruxelles-Université de Mons-Hainaut
Chypre	Evros I. Demetriades, Department of Economics, University of Chypre
Danemark	Carsten Jørgensen, Forskningscenter for Arbejdsmarkeds- og Organisationsstudier, FAOS – Department of Sociology, University of Copenhagen
Espagne	Ramón Alós et Elsa Corominas, Grup d'Estudis Sociologic sobre la Vida Quotidiana i el Treball (QUIT), Universitat Autònoma de Barcelona
Estonie	Ass. Prof. Kaia Philips et Prof. Raul Eamets, Institute of Economics, University of Tartu
Finlande	Pekka Ylöstalo, Department of Sociology, University of Helsinki
France	Solveig Grimault, Brigitte Croff Conseil & Formation
Grèce	Aliki Mouriki, Institute for Social Policy, National Center for Social Research, NCSR – Athens
Hongrie	Csaba Makó, Péter Csizmadia, Miklós Illéssy, Hungarian Academy of Sciences Institute of Sociology, Research Group for Organisation et Work
Irlande	Dr Pauline Conroy et Niamh Murphy, B.Soc.Sc, M.Soc.Sc.
Italie	Andrea Bellini et Franca Alacevich - Dipartimento di Scienza della Politica e Sociologia (DISPO), Università degli Studi di Firenze.
Lettonie	Alf Vanags et Julia Pobyarzina, Baltic International Centre for Economic Policy Studies (BICEPS)
Lituanie	Mark Chandler, Stockholm School of Economics in Riga et Baltic International Centre for Economic Policy Studies (BICEPS)
Luxembourg	Franz Clement, Centre d'Études de Populations, de Pauvreté et de Politiques Socio-Economiques (CEPS – INSTEAD)
Malte	Saviour Rizzo et Manwel Debono, Centre for Labour Studies, University of Malte
Pays-Bas	Marc van der Meer, Amsterdam Institute for Advanced Labour Studies, University of Amsterdam et Marian Schaapman, Hugo Sinzheimer Instituut, University of Amsterdam
Pologne	Pierre Grega, DRIS (Développement, Réhabilitation, Intégration et Sécurité) s.p.r.l.
Portugal	Marinús Pires de Lima et Ana Guerreiro, Universidade de Lisboa – Instituto de Ciências Sociais – Instituto Superior de Ciências do Trabalho e da Empresa (ISCTE)
République Tchèque	Ales Kroupa, Jaroslav Hala, Research Institute for Labour et Social Affairs
Royaume-Uni	David Marsden, London School of Economics
Slovaquie	Lubica Bajzikova et Helena Sajgalikova, Faculty of Management, Comenius University in Bratislava
Slovénie	Alenka Krasovec, Faculty of Social Sciences, University of Ljubljana
Suède	Dominique Anxo & Jacques Ferrat, Centre for européennes Labour market Studies (CELMS), Göteborg, Suède

INTRODUCTION

Présentation de l'étude

Ce rapport a été rédigé dans le cadre d'une étude portant sur la représentativité institutionnelle des partenaires sociaux au sein des 25 Etats membres de l'Union européenne et sur la situation des syndicats et des organisations d'employeurs dans les pays candidats à l'adhésion. L'étude est menée par l'Institut des Sciences du Travail (Université catholique de Louvain), à la demande de la DG Emploi et Affaires Sociales de la Commission européenne (Appel d'offre No. VC/2004/0547).

La question de la représentativité des organisations européennes est apparue dans le cadre de la promotion du dialogue social au niveau communautaire. En 1993, la Commission européenne établissait, dans une communication¹, trois critères déterminant l'accès des organisations d'employeurs et de travailleurs au processus de consultation au titre de l'article 3 de l'Accord sur la politique sociale. Suivant les termes de cette communication, l'organisation doit : (1) *être transsectorielle ou liée à des secteurs ou catégories spécifiques et être organisée au niveau européen* ; (2) *être composée d'organisations elles-mêmes reconnues comme faisant partie des structures des partenaires sociaux des Etats membres et ayant la capacité de négocier des accords, et qui sont, dans la mesure du possible, représentatives de tous les Etats membres* ; (3) *disposer des ressources adéquates lui permettant de participer de manière efficace au processus de consultation*. En 1996, la Commission adoptait un document de consultation² destiné à recueillir les vues les plus larges sur les moyens à mettre en œuvre pour favoriser et renforcer le dialogue social européen. Etant donné qu'au niveau européen, les partenaires sociaux étaient et sont encore en train de se structurer et d'accepter de nouvelles adhésions, la Commission européenne avait, à cette époque, lancé une étude sur la représentativité des organisations interprofessionnelles et sectorielles au sein de l'Union européenne.

En 1998, la Commission exposait, dans une nouvelle communication³, les moyens qu'elle comptait mettre en œuvre pour adapter et promouvoir le dialogue social à l'échelle européenne. A cette occasion, elle a réaffirmé de manière spécifique les trois critères établis dans la Communication de 1993 et permettant aux organisations européennes d'être reconnues comme représentatives en matière de consultation au titre de l'article 3 de l'Accord sur la politique sociale. Enfin, la Commission européenne a réaffirmé en 2002 son soutien au renforcement du dialogue social européen dans sa communication *Le dialogue social européen, force de modernisation et de changement*⁴. Quant aux trois critères établis par la Commission, et comme des études antérieures l'ont observé⁵, *les modifications se traduisent par la disparition des exigences relatives à la nature intersectorielle des organisations et de la nécessité de leur implantation dans tous les Etats membres ; les nouvelles règles n'ont pas été formulées de manière très restrictive ; elles se bornent à exiger des organisations d'employeurs et de travailleurs qu'elles représentent « plusieurs » Etats membres. Cet assouplissement des conditions de mise en œuvre pourrait entraîner un problème de délimitation étant donné qu'aucun critère stipulant un nombre minimal d'Etats membres ne permet de l'activer*.

Dans ce contexte, il paraît évident que l'un des grands enjeux actuels de la Commission et des partenaires sociaux européens est l'élargissement de l'Union européenne et son impact sur le processus du dialogue social au niveau communautaire : *La Commission souligne le rôle vital et les faiblesses du dialogue social dans les pays candidats. De nombreux progrès ont été enregistrés au cours des dix dernières années, avec le soutien des programmes et initiatives communautaires. Toutefois, il reste beaucoup à faire pour renforcer les capacités des partenaires sociaux et les associer au processus d'adhésion*⁶. Du point de vue de la Commission, *seules des structures nationales suffisamment fortes permettront de participer avec efficacité aux négociations et aux autres dimensions du dialogue social européen, mais aussi de mettre en œuvre au plan national, les accords*⁷.

¹ COM(93) 600 final du 14 décembre 1993, Communication de la Commission concernant *l'Application du Protocole à la politique sociale*.

² COM(96) 448 final du 18 septembre 1996, Communication de la Commission concernant *le développement du dialogue social au niveau communautaire*.

³ COM(98) 322 final du 20 mai 1998, Communication de la Commission, *Adapter et promouvoir le dialogue social au niveau communautaire*.

⁴ COM(2002) 341 final du 26 juin 2002, Communication de la Commission, *Le dialogue social européen, force de modernisation et de changement (résumé)*.

⁵ Spineux A., Walthery P. et al., *Report on the representativeness of européennes social partners organisations*, Rapport coordonné par l'Institut des Sciences du Travail de l'Université catholique de Louvain, pour la Commission européenne, Direction générale Emploi, Relations industrielles et Affaires sociales, Louvain-la-Neuve, 1998.

⁶ COM(2002) 341 final du 26 juin 2002, Communication de la Commission, *Le dialogue social européen, force de modernisation et de changement*.

⁷ Op cit.

Ainsi, la promotion du dialogue social faisait partie de l'*acquis communautaire*: *Le traité demande que l'on favorise le dialogue social et il accorde davantage de pouvoir aux partenaires sociaux. Les pays candidats à l'adhésion à l'Union sont dès lors invités à apporter la preuve qu'on accorde au dialogue social toute l'importance voulue, que les partenaires sociaux sont suffisamment développés pour s'acquitter de leurs responsabilités aux niveaux européen et national et, enfin, qu'ils sont consultés pour la rédaction des projets de loi prenant en charge les acquis en matière d'emploi et de politique sociale... Pour ces raisons, le développement de structures tripartites mais également d'un dialogue social bipartite représentatif autonome constitue un aspect important de l'implication future des partenaires sociaux des pays candidats à l'adhésion dans les activités de dialogue social développées aux niveaux européen et national*⁸.

L'élargissement de l'Union européenne constitue un saut quantitatif et qualitatif au niveau du dialogue social: *Le saut quantitatif est tout à fait évident dès lors que le nombre de partenaires s'accroît. Les délégations qui participent au dialogue social européen en seront élargies ce qui, on le sait, ne facilite pas le dialogue. Cependant, le saut est surtout qualitatif: les nouveaux entrants présentent des systèmes de relations industrielles hérités de leur histoire nationale*⁹.

L'objectif de ce rapport est de réaliser une étude établissant de brèves descriptions sur la manière dont le dialogue social fonctionne dans les pays concernés, ainsi que des descriptions des différentes organisations de travailleurs et d'employeurs impliquées dans le dialogue social au niveau sectoriel. Cette étude peut être considérée comme un outil aidant à la compréhension de ces facteurs quantitatifs et qualitatifs.

Approche de recherche et commentaires sur la méthodologie

Afin de mener à bien cette étude, un réseau de chercheurs universitaires provenant des 25 Etats membres de l'Union européenne et de pays candidats à l'adhésion a été établi. Ces chercheurs sont indépendants à la fois de la Commission européenne et des organisations d'employeurs et de travailleurs. Chaque chercheur a été chargé d'établir un rapport sur base d'un questionnaire commun adapté aux réalités spécifiques du secteur de la chimie. Chaque rapport national rédigé par l'expert a été soumis aux organisations nationales afin de leur permettre d'émettre des commentaires sur les données rassemblées. L'Institut des Sciences du Travail (IST) a pris en charge la coordination de l'étude ainsi que la rédaction des synthèses. Une constante communication assortie d'une collaboration de tous les instants entre l'IST, les experts nationaux et les organisations nationales ont été instaurées afin d'associer les divers acteurs dans le processus de recherche. Ce rapport a également été consulté par les organisations européennes et leurs membres afin de leur permettre d'émettre des commentaires sur le rapport. Cette phase de consultation représente une étape importante de la recherche. Enfin, le rapport a été examiné par les services de la Commission européenne. L'IST souhaite mettre l'accent sur sa totale indépendance vis-à-vis des conséquences et des décisions politiques qui pourraient être prises sur base de cette étude.

Le processus de recherche, tel qu'il a été conçu, implique une collecte d'informations sur les acteurs et le dialogue social auquel ils prennent part, mais aussi une démarche active de construction de consensus qui fait partie intégrante du processus du dialogue social lui-même. Ainsi, bien que dans un bon nombre de cas, les données rassemblées ne permettent pas une objectivation du rôle joué par les organisations, les contacts obtenus lors de la récolte de données ainsi que les discussions avec les différents acteurs concernés doivent faire partie intégrante au processus de reconnaissance mutuelle¹⁰. Par conséquent, les principales sources utilisées dans le cadre de cette étude sont les acteurs sociaux eux-mêmes.

Enfin, quelques mots sur le processus de consultation comprenant les partenaires sociaux européens. Les organisations qui ont été consultées sont citées en annexe. Les commentaires que l'IST a reçus de la part de ces organisations, ainsi que ceux de leurs membres ont été introduits de différentes manières, selon le type d'information reçue :

- L'observation est directement ajoutée au contenu du rapport
- Lorsqu'une divergence d'opinion existe entre l'organisation d'employeurs ou de travailleurs et l'expert, l'observation est ajoutée au rapport sous forme de note de bas de page, accompagnée de la justification de l'expert.

La consultation du rapport sur la chimie a pris place durant les mois d'octobre, novembre et décembre 2005.

Etant donné que les situations nationales sont très variables et évoluent rapidement, il est important de souligner que l'objectif de cette étude est de « prendre une photographie » de la situation des organisations en 2005. Les entretiens avec les organisations et la rédaction des rapports nationaux ont pris place entre janvier et février 2005.

⁸ *Enlargement of the European Union. Guide to the negotiations. Chapter by chapter*, Commission européenne, DG Elargissement, juin 2003.

⁹ Léonard E., Spineux A., *Les relations industrielles en Europe aujourd'hui*, Institut des Sciences du Travail, UCL, 2003 (texte non publié).

¹⁰ Réponse à l'appel d'offres VT/2002/83. *Studies on the representativeness of the social partners at sectoral level in the European Union and monographs on the situation of the social partners in the candidate pays*, Institut des Sciences du Travail, UCL, 2002.

NACE NOMENCLATURE¹¹

Une fois encore, et selon les traditions nationales, la délimitation du secteur peut varier d'un pays à l'autre; toutefois, les particularités relatives à chaque pays sont en fait un point particulièrement important de la recherche. En effet, la structure des organisations d'employeurs et des syndicats ainsi que l'organisation du dialogue social peut englober des sous-secteurs ou différents métiers/professions. Cette nomenclature NACE est donc présentée en tant qu'indicateur.

23 COKEFACTION, RAFFINAGE ET INDUSTRIES NUCLEAIRES

23.1 Cokéfaction

23.2 Raffinage de pétrole

23.3 Élaboration et transformation de matières nucléaires

24 INDUSTRIE CHIMIQUE

24.1 Industrie chimique de base

24.11 Fabrication de gaz industriels

24.12 Fabrication de colorants et de pigments

24.13 Fabrication d'autres produits chimiques inorganiques de base

24.14 Fabrication d'autres produits chimiques organiques de base

24.15 Fabrication de produits azotés et d'engrais

24.16 Fabrication de matières plastiques de base

24.17 Fabrication de caoutchouc synthétique

24.2 Fabrication de produits agrochimiques

24.20 Fabrication de produits agrochimiques

24.3 Fabrication de peintures et de vernis

24.30 Fabrication de peintures et de vernis

24.4 Industrie pharmaceutique

24.41 Fabrication de produits pharmaceutiques de base

24.42 Fabrication de préparations pharmaceutiques

24.5 Fabrication de savons, de parfums et de produits d'entretien

24.51 Fabrication de savons, de détergents et de produits d'entretien

24.52 Fabrication de parfums et de produits pour la toilette

24.6 Fabrication d'autres produits chimiques

24.61 Fabrication de produits explosifs

24.62 Fabrication de colles et de gélatines

24.63 Fabrication d'huiles essentielles

24.64 Fabrication de produits chimiques pour la photographie

24.65 Fabrication de supports de données

24.66 Fabrication de produits chimiques à usage industriel

24.7 Fabrication de fibres artificielles ou synthétiques

24.70 Fabrication de fibres artificielles ou synthétiques

25 INDUSTRIE DU CAOUTCHOUC ET DES PLASTIQUES

25.1 Industrie du caoutchouc

25.11 Fabrication de pneumatiques

25.12 Rechapage de pneumatiques

25.13 Fabrication d'autres articles en caoutchouc

25.2 Transformation des matières plastiques

25.21 Fabrication de plaques, de feuilles, de tubes et de profilés en matières plastiques

¹¹ Source: COMMISSION REGULATION (EC) No 29/2002 of 19 December 2001, amending Council Regulation (EEC) No 3037/90 on the statistical classification of economic activities in the européennes Community, In: Official Journal of the européennes Communities (10.01.2002).

- 25.22 Fabrication d'emballages en matières plastiques
- 25.23 Fabrication d'éléments en matières plastiques pour la construction
- 25.24 Fabrication d'autres articles en matières plastiques

26 FABRICATION D'AUTRES PRODUITS MINÉRAUX NON MÉTALLIQUES

26.1 Fabrication de verre et d'articles en verre

- 26.11 Fabrication de verre plat
- 26.12 Façonnage et transformation du verre plat
- 26.13 Fabrication de verre creux
- 26.14 Fabrication de fibres de verre
- 26.15 Fabrication et façonnage d'autres articles en verre

26.2 Fabrication de produits céramiques autres que pour la construction

- 26.21 Fabrication d'articles céramiques à usage domestique ou ornemental
- 26.22 Fabrication d'appareils sanitaires en céramique
- 26.23 Fabrication d'isolateurs et de pièces isolantes en céramique
- 26.24 Fabrication d'autres produits céramiques à usage technique
- 26.25 Fabrication d'autres produits céramiques
- 26.26 Fabrication de produits céramiques réfractaires

26.3 Fabrication de carreaux en céramique

- 26.30 Fabrication de carreaux en céramique

26.4 Fabrication de tuiles et de briques en terre cuite

- 26.40 Fabrication de tuiles et de briques en terre cuite

26.5 Fabrication de ciment, de chaux et de plâtre

- 26.51 Fabrication de ciment
- 26.52 Fabrication de chaux
- 26.53 Fabrication de plâtre

26.6 Fabrication d'ouvrages en béton ou en plâtre

- 26.61 Fabrication d'éléments en béton pour la construction
- 26.62 Fabrication d'éléments en plâtre pour la construction
- 26.63 Fabrication de béton prêt à l'emploi
- 26.64 Fabrication de mortiers et de bétons secs
- 26.65 Fabrication d'ouvrages en fibre-ciment
- 26.66 Fabrication d'autres ouvrages en béton ou en plâtre

26.7 Taille, façonnage et finissage de pierres ornementales et de construction

- 26.70 Taille, façonnage et finissage de pierres ornementales et de construction

26.8 Fabrication de produits minéraux divers

- 26.81 Fabrication de produits abrasifs
- 26.82 Fabrication de produits minéraux non métalliques

OTHERS

- 19 Industrie du cuir et de la chaussure : 19.1 Apprêt et tannage des cuirs
- 31.6 Fabrication d'autres matériels électriques : 31.62 Fabrication de matériels électriques sauf pour moteurs et véhicules
- 50.5 Commerce de détail de carburants
- 51.46 Commerce de gros de produits pharmaceutiques
- 51.55 Commerce de gros de produits chimiques
- 90.0 Assainissement, voirie et gestion des déchets : 90.01 Collecte et traitement des eaux usées

ABREVIATIONS

%	Pourcentage
€	Euro(s)
CA	Convention collective

CB	Négociation collective
Densité	Nombre de travailleurs salariés ou d'entreprises du secteur affiliés à l'organisation divisé par le total du nombre de travailleurs salariés ou d'entreprises dans le secteur
PNB	Produit national brut
NACE	Nomenclature statistique des activités économiques dans la Communauté européenne
ND	no data, i.e. aucune donnée n'est disponible
PME	Petites et moyennes entreprises
SW	Travailleurs salariés

Acronymes des organisations

AESGP	European Self-Medication Association
AISE	International Association for Soaps, Detergents and Maintenance Products
BIAC	The Business and Industry Advisory Committee to the OECD
BLIC	European Association of the Rubber Industry
CEC	European Confederation of Executives and Managerial Staff (Confédération Européenne des Cadres)
CEEP	European Centre of Enterprises with Public Participation and of Enterprises of General Economic Interest
CEFIC	European Chemical Industry Council
CEPE	European Council of Paint, Printing Ink and Artists Colours Industry
CESI	European Confederation of Independent Trade Unions
CIC	International Confederation of Executives and Managerial Staff (Confédération Internationale des Cadres)
COLIPA	European Cosmetic Toiletry and Perfumery Association
CPA	Commonwealth Pharmaceutical Association
EAFP	European Association of Faculties of Pharmacy
ECEG	European Chemical Employers Group
ECITU	European Confederation of Independent Trade Unions
ECPA	European Crop Protection Association
EDMA	European Association of Diagnostic Means
EFBWW	European Federation of Building and Woodworkers
EFFAT	European Federation of Food, Agriculture and Tourism
FFPIA	European Federation of Pharmaceutical Industries and Associations
EGA	European Generic Medicines Associations
EIPG	European Industry Pharmacist Group
EMCEF	European Mine, Chemical and Energy Workers' Federation
EMF	European Metal Federation
EPPA	European Plastics Profile Association
EPSU	European Federation of Public Service Unions
ETF	The European Transport Worker's Federation
ETGLWF	European Textile, Garment and Leather Workers' Federation
ETUC	European Trade Union Confederation
ETUF:TCL	European Trade Union Federation of Textiles, Clothing and Leather
EUPC	European Plastics Converters
Eurochambers	European Chambers of Commerce and Industry
EUROFEDOP	European Organisation of Public Service Employees
EuropaBio	The European Association for Bioindustries
EuroPharm Forum	Forum of European Pharmaceutical Associations
Europharm SMC	European Internet portal for Small and Medium Sized Pharmaceutical companies
FEA	Federation of European Aerosol associations
FECC	European Association of Chemical Distributors
FECCIA	European Federation of Managers in the Chemical and Allied Industries
FECER	European Federation of Executives in the Sectors of Energy & Research
FERPA	European Federation of Retired and Elderly Persons
FICCIA	International Federation of Managers in the Chemical and Allied Industries
FIP	International Pharmaceutical Federation
FMTI	International Confederation of the Workers from Industry
GIRP	European Association of Pharmaceutical Wholesalers
GPEU	Pharmaceutical Group of the European Union
ICC	International Chamber of Commerce
ICCA	International Council of Chemical Associations

ICEM	International Federation of Chemical, Energy, Mine and General Workers' Unions
ICFTU	International Confederation of Free Trade Unions
IFAH	International Federation of Animal Health
IFBWW	International Federation of Building and Wood Workers
IFMA	International Federation of the Pharmaceutical Industry
IFPMA	International Federation of Pharmaceutical Manufacturers & Associations
IG BCE	Mining, Chemical and Energy Industrial Union
IGMA	International Generic Medicines Association
IMF	International Metalworkers' Federation
IN	Nordic Industry Workers
INFEDOP	International Federation of Employees in the Public Service
IOE	International Organisation of Employers
ITF	International Transport Workers' Federation
ITGLWF	International Textile, Garment and Leather Workers' Federation
IUF	International Union of Food, Agricultural, Hotel, Restaurant, Catering, Tobacco and Allied Workers' Associations
MNC	Multinational company
NFS	Council of Nordic Trade Unions
NFU	Nordisk Farmaceutunion
NIF	Nordic Industry Workers' Federation
NTBF	Nordiska Byggnads och Träarbetare Federation
NTF	Nordiska Transportarbetare Federationen
NTO	Nordisk Telekommunikation
OPCE	Interprofessionnal Employers Businessmen Organisations of European Capital Cities
PGEU	Pharmacists Group of the European Union
PSI	Public Services International
RIOST	International Network of Subcontracting, Industrial Cooperation and Partnership Organizations
SECB	European Endowment for Christian Mine Workers
TEPPFA	The European Plastics Pipe and Fitting Organisation
TNC	Transnational corporations
TUAC	Trade Union Advisory Committee
UEAPME	European Association of Craft Small and Medium-sized Enterprises
UIADM	International Union of Medical Advisers Associations
UMCE	Union of Mediterranean Confederations of Enterprise
UNI	Union Network International
UNI Europa	European Union Network International
UNICE	Union of Industrial and Employers' Confederations of Europe
VAA	Association of salaried academics and managers in the chemical industries
WFIW	World Federation of Industry Workers
WCL	World Confederation of Labour

Clause de non-responsabilité: Le contenu de la présente publication ne reflète pas nécessairement l'opinion ou la position de la Commission européenne, de la Direction Générale pour l'Emploi et les Affaires sociales. L'étude résumée dans ce document a été réalisée par des experts indépendants. Dès lors elle n'implique d'aucune manière la responsabilité de la Commission. Les organisations européennes faisant l'objet de la présente étude ont eu l'opportunité de commenter son contenu avant son approbation finale¹².

¹² L'approbation de l'étude par la Commission Européenne n'implique pas l'approbation des organisations européenne sur le contenu de l'étude.

A. ETUDE COMPARATIVE UE25

1. DESCRIPTION DU SECTEUR

1.1. Délimitation et activités du secteur

a) Niveau européen

Au niveau européen, la situation des partenaires sociaux est complètement homogène. En effet, les membres de l'organisation de travailleurs (EMCEF) couvrent presque la totalité des activités incluses par les NACE 23, 24 et 25. Par contre, les membres de l'organisation d'employeurs (ECEG) incluent les activités de NACE 24 (exceptions: membres en France et en Italie qui ne représentent par la manufacture et qui appartiennent au NACE 24.4). De plus, les activités des NACE 23 et NACE 25 sont rarement couvertes (ou partiellement couvertes).

b) Niveau national

Pour ce premier regard comparatif, nous avons tenté, selon les spécificités de chacun des pays étudiés, de présenter deux indications essentielles :

- les activités incluses dans le secteur d'un point de vue statistique ;
- les activités incluses dans le secteur d'un point de vue de la négociation collective.

En effet, il nous semble que ces informations permettent de comprendre la délimitation effectuée au niveau national, mais également de se situer dans la suite de cette présentation. Nous nous sommes efforcés de respecter au mieux les réalités et les concepts nationaux.

Activités incluses dans le secteur d'un point de vue statistique et d'un point de vue de la négociation collective

Pays	Activités incluses dans le secteur
Allemagne	<ul style="list-style-type: none"> • activités correspondent aux activités de NACE 24 • activités correspondent aux activités de NACE 24 + parties de NACE 23, 25 et quelques secteurs de services
Autriche	<ul style="list-style-type: none"> • activités correspondent aux activités de NACE 24 • activités correspondent aux activités de NACE 24, mais le domaine des membres de toutes les organisations de travailleurs et d'employeurs couvrant ce secteur est plus ample que les activités couvertes par NACE 24. De plus, le secteur est divisé en un secteur « industriel » et un secteur artisanal, résultat d'une division similaire dans le domaine des relations industrielles.
Belgique	<ul style="list-style-type: none"> • pas de délimitation statistique • activités correspondent aux activités de NACE 24 + 25 + 51.46 + 51.55
Chypre	<ul style="list-style-type: none"> • activités correspondent aux activités de NACE 24 • activités correspondent aux activités de NACE 24
Danemark	<ul style="list-style-type: none"> • activités correspondent aux activités de NACE 24 (dans quelques cas: + NACE 23 + NACE 25) • activités correspondent aux activités de NACE 24 (dans quelques cas: + NACE 23 + NACE 25)
Espagne	<ul style="list-style-type: none"> • les statistiques officielles ont tendance à s'adapter au NACE 24 • la négociation collective inclut en général les activités correspondant à NACE 24 + NACE 25. Par contre, les activités correspondant à NACE 24.7 ne sont pas toujours incluses
Estonie	<ul style="list-style-type: none"> • activités correspondent aux activités de NACE 24 • activités correspondent aux activités de NACE 24
Finlande	<ul style="list-style-type: none"> • activités correspondent aux activités de NACE 24 • activités correspondent aux activités de NACE 24 (+secteur de l'industrie plastique)
France	<ul style="list-style-type: none"> • la plupart des secteurs de l'industrie chimique sont définis par le Ministère de l'Industrie: la chimie minérale et la chimie organique ; la parachimie, les savons, parfums, et produits d'entretiens; la pharmacie • il n'y a pas de recoupement exact entre le champ d'application de la convention collective des industries chimiques et la définition plus large des secteurs industriels liés à la chimie telle qu'établie par le Ministère de l'Industrie
Grèce	<ul style="list-style-type: none"> • activités correspondent aux activités de NACE 24 • activités correspondent aux activités de NACE 24
Hongrie	<ul style="list-style-type: none"> • activités correspondent aux activités de NACE 24 • activités correspondent aux activités de NACE 24 + NACE 23 + NACE 25
Irlande	<ul style="list-style-type: none"> • activités correspondent aux activités de NACE 244, 245 et NACE 247 • activités correspondent aux activités de NACE 244, 245 et NACE 247, à l'exception de certaines compagnies chimiques sous NACE 24 (une petite minorité) qui ne prennent pas part au dialogue social dans l'industrie chimique irlandaise
Italie	<ul style="list-style-type: none"> • activités correspondent aux activités de NACE 24 • la plupart des accords couvrent NACE 24 + quelques autres sous-secteurs, dont les activités sont incluses dans

	NACE 19, 23, 25, 26, 31, 90 (plus exactement, 19.1, 23.2, 26.2, 31.62, et 90.01)
Lettonie	<ul style="list-style-type: none"> •activités correspondent aux activités de NACE 24 + NACE 23 + NACE 25 •activités correspondent aux activités de NACE 24 + NACE 23 + NACE 25
Lituanie	<ul style="list-style-type: none"> •activités correspondent aux activités de NACE 24 •activités correspondent aux activités de NACE 24 + organisations incluent des membres principalement de NACE 23.2 et 50.5
Luxembourg	<ul style="list-style-type: none"> •activités correspondent aux activités de NACE 24 + NACE 25 •activités correspondent aux activités de NACE 24 + NACE 25
Malte	<ul style="list-style-type: none"> •activités correspondent aux activités de NACE 24 + NACE 23 •activités correspondent aux activités de NACE 24 + organisations incluent des membres de firmes n'étant pas formellement incluses dans NACE 24
Pays-Bas	<ul style="list-style-type: none"> •activités correspondent aux activités de NACE 24 •une autre catégorisation d'industrie est basée sur les liens au système de production et les conditions d'emploi plutôt que sur le fait de savoir si le processus chimique est un enjeu (par exemple : l'industrie pharmaceutique est écartée, tandis que l'industrie de traitement des déchets est incluse dans la définition de l'industrie)
Pologne	<ul style="list-style-type: none"> •activités correspondent aux activités de NACE 24 •les organisations couvrent une partie de NACE 24; autres incluent des sous-sections de NACE 25 et 23
Portugal	<ul style="list-style-type: none"> •activités correspondent aux activités de NACE 24 •il y a une différence entre l'Industrie Chimique et l'Industrie Pharmaceutique et de Commerce, toutes deux faisant l'objet de CAs
République Tchèque	<ul style="list-style-type: none"> •activités correspondent aux activités de NACE 24 •activités correspondent aux activités de NACE 24 + 23.2
Royaume-Uni	<ul style="list-style-type: none"> •activités correspondent aux activités de NACE 24 •activités correspondent aux activités de NACE 24
Slovaquie	<ul style="list-style-type: none"> •activités correspondent aux activités de NACE 24, excepté 24.5 et 24.64 + NACE 25.1 et 25.2 •activités correspondent aux activités de NACE 24, excepté 24.5 et 24.64 + NACE 25.1 et 25.2
Slovénie	<ul style="list-style-type: none"> •activités correspondent aux activités de NACE 24 •activités correspondent aux activités de NACE 24 + NACE 25.1 et 25.2
Suède	<ul style="list-style-type: none"> •activités correspondent aux activités de NACE 24 •activités correspondent aux activités de NACE 24 + parties de NACE 23 + NACE 25 + NACE 26

Source: rapports nationaux

A l'exception de quatre pays (Chypre, Estonie, Grèce et Royaume-Uni), pour lesquels les activités correspondent exactement à NACE 24 des points de vue statistique et de la négociation collective, la délimitation n'est pas si homogène. En effet, même si les activités correspondent exactement –ou ont tendance à s'adapter- statistiquement aux activités couvertes par le NACE 24, la situation est plutôt différente du côté de la négociation collective qui inclut généralement NACE 24 ou des parties de NACE 24, mais qui couvre aussi d'autres activités. Les cas particuliers au niveau de la délimitation des activités se retrouvent en France, en Irlande, aux Pays-Bas et au Portugal.

1.2. Caractéristiques socio-économiques du secteur

Cette section présente des données comparatives sur le poids économique du secteur, sur l'emploi dans le secteur, le nombre et la taille des entreprises ainsi que le nombre de travailleurs et leur répartition par taille d'entreprise. Le poids du secteur et l'emploi dans le secteur, comparés à l'économie totale, peuvent être considérés comme une bonne estimation de l'importance économique du secteur et les données sur les entreprises et les travailleurs donnent une vue générale sur la structuration économique du secteur.

Poids économique du secteur et emploi dans le secteur par pays

Pays	Poids économique du secteur et emploi dans le secteur
Allemagne	<ul style="list-style-type: none"> •6.4% du PNB •1.4% de l'emploi total
Autriche	<ul style="list-style-type: none"> •ND •0.9% de l'emploi total
Belgique	<ul style="list-style-type: none"> •ND •5.2% de l'emploi total
Chypre	<ul style="list-style-type: none"> •0.5% du PNB •0.75% de l'emploi total
Danemark	<ul style="list-style-type: none"> •3.85% du PNB •1.31% de l'emploi total
Espagne	<ul style="list-style-type: none"> •14.2% du PNB •1.1% de l'emploi total

Estonie	<ul style="list-style-type: none"> •ND •0.5% de l'emploi total
Finlande	<ul style="list-style-type: none"> •4% du PNB •0.8% de l'emploi total
France	<ul style="list-style-type: none"> •ND •1.51% de l'emploi total
Grèce	<ul style="list-style-type: none"> •ND •ND
Hongrie	<ul style="list-style-type: none"> •6% du PNB •1.7% de l'emploi total
Irlande	<ul style="list-style-type: none"> •ND •1.54% de l'emploi total
Italie	<ul style="list-style-type: none"> •ND •1.42% de l'emploi total
Lettonie	<ul style="list-style-type: none"> •ND •0.83% de l'emploi total
Lituanie	<ul style="list-style-type: none"> •0.9% du PNB •0.4% de l'emploi total
Luxembourg	<ul style="list-style-type: none"> •0.02% du PNB •ND
Malte	<ul style="list-style-type: none"> •ND •0.69% de l'emploi total
Pays-Bas	<ul style="list-style-type: none"> •8% du PNB •10% de l'emploi total
Pologne	<ul style="list-style-type: none"> •ND •7.9% de l'emploi total
Portugal	<ul style="list-style-type: none"> •ND •0.76% de l'emploi total
République Tchèque	<ul style="list-style-type: none"> •ND •1.1% de l'emploi total
Royaume-Uni	<ul style="list-style-type: none"> •2.3% du PNB •1% de l'emploi total
Slovaquie	<ul style="list-style-type: none"> •8.5% du PNB •1.15% de l'emploi total
Slovénie	<ul style="list-style-type: none"> •3.3% du PNB •3.1% de l'emploi total
Suède	<ul style="list-style-type: none"> •2.4% du PNB •1.9% de l'emploi total

Source: rapports nationaux

Entreprises et travailleurs par pays

Pays	Entreprises (tendances relatives au nombre et à la taille)	Travailleurs (tendances relatives au nombre et à la répartition par taille d'entreprise)
Allemagne	<ul style="list-style-type: none"> •NACE 24: 1 861 entreprises •54% = entreprises 50-499 SW 	<ul style="list-style-type: none"> •NACE 24: 464 314 SW •62.7% dans des entreprises >499 SW
Autriche	<ul style="list-style-type: none"> •NACE 24: 370 entreprises •45.7% = entreprises avec 10-100 SW 	<ul style="list-style-type: none"> •NACE 24 : 27 141 employés (cols bleus et cols blancs) •ND
Belgique	<ul style="list-style-type: none"> •NACE 24 + 25 + 51.46 + 51.55: 2 551 entreprises •59.3% = entreprises avec <10 SW 	<ul style="list-style-type: none"> •NACE 24 + 25 + 51.46 + 51.55: 117 936 SW •73.5% dans des entreprises >100 SW
Chypre	<ul style="list-style-type: none"> •NACE 24.1 à 24.6: 57 entreprises •50.9% = entreprises avec 10-100 SW 42.1% = entreprises avec <10 SW 	<ul style="list-style-type: none"> •NACE 24.1 à 24.6: 1 728 SW •55% de SW dans des entreprises >100 SW 36.9% de SW dans des entreprises avec 10-100 SW
Danemark	<ul style="list-style-type: none"> •NACE 24: 400 entreprises •39% = entreprises sans SW 32% = entreprises avec <10 SW 	<ul style="list-style-type: none"> •NACE 24: 28 917 travailleurs temps plein •ND
Espagne	<ul style="list-style-type: none"> •NACE 24: 4 617 entreprises •46% = entreprises avec <10 SW 	<ul style="list-style-type: none"> •NACE 24: 157 600 travailleurs •65% dans des entreprises >100 SW
Estonie	<ul style="list-style-type: none"> •NACE 24: 84 entreprises •50% = entreprises avec < 10 SW 	<ul style="list-style-type: none"> •NACE 24: 2 923 travailleurs •ND

	•39.2% = entreprises avec 10-100	
Finlande	•NACE 24: 389 entreprises •50% = entreprises avec 10-100 SW	•NACE 24: 19373 SW •76.6% dans des entreprises >100 SW
France	•3 257 entreprises •45.5% = entreprises avec <10 SW 43% = entreprises avec 10-200 SW	•239 186 SW •65.74% dans des entreprises >199 SW
Grèce	•NACE 24: 985 entreprises •75.9%= entreprises avec <10 SW	• NACE 24: 15 222 SW •99.8% dans des entreprises >10 SW
Hongrie	•NACE 24 + 23 + 25: 3515 entreprises •92%= entreprises avec <20 SW	•NACE 24 + 23 + 25: 75 787 SW •ND
Irlande	•NACE 24: 250 unités ¹³ •54.4% = entreprises 10-100 SW	• NACE 24: 25 436 travailleurs •78% dans des entreprises >100 travailleurs
Italie	•NACE 24: 5 904 entreprises •42% = entreprises <10 SW	•NACE 24: 215 909 travailleurs •72% dans des entreprises >100 SW
Lettonie	•NACE 24 + 23 + 25 : 306 entreprises 55% = entreprises avec < 10 SW 39% = entreprises avec 10-100 SW	•NACE 24 + 23 + 25: 8 522 SW •54.7% dans des entreprises avec > 100 SW 36.1% dans des entreprises avec 10-100 SW
Lituanie	•NACE 24: 122 entreprises •58% entreprises avec < 10 SW 37% entreprises avec 10-100 SW	•NACE 24: 5 614 SW •70% dans des entreprises avec > 100 SW 27% dans des entreprises avec 10-100 SW
Luxembourg	•NACE 24 + 25 : 40 entreprises •70% = entreprises 10-100 SW	•NACE 24 + 25 : 8 978 travailleurs •ND
Malte	•ND •ND	•NACE 24 + NACE 23: 1 022 travailleurs •ND
Pays-Bas	•NACE 24: 900 entreprises •30.6% = entreprises 10-100 SW 28.4% = entreprises avec <10 SW 25.1% = entreprises sans SW	•ND (NACE 24: 73 000 équivalent temps plein) •ND
Pologne	•NACE 24: 3 823 entreprises •76.7% entreprises avec <10 SW	• NACE 24: 84 900 SW •ND
Portugal	•NACE 24: 671 ou 847* entreprises •51.6% = entreprises avec <10 SW	•NACE 24: 21 683 ou 22 001 •55.2% dans des entreprises >100 SW
République Tchèque	•NACE 24 + 23.2: 3 635 entreprises •61%= entreprises sans SW 16.2%= entreprises avec 1-9 SW	•NACE 24 + 23.2: 44 061 SW •ND
Royaume-Uni	•NACE 24: 3 743 entreprises •ND	•NACE 24: 235 000 travailleurs •ND
Slovaquie	•ND •ND	•NACE 24 (excepté 24.5 et 24.64) + NACE 25.1 et 25.2: 28 887 •ND
Slovénie	•NACE 24: 144 entreprises •32% = entreprises avec > 100 SW 25%= entreprises avec 10-100 SW 23%= entreprises sans SW 18%= entreprises avec <10 SW	•NACE 24: 13 733 SW (excepté les chiffres pour NACE 24.7 qui sont confidentiels) •82% dans des entreprises >100 SW
Suède	•NACE 24 + NACE 23 200 + NACE 25 110-25 240 + NACE 26 110 to 26 300 : 3 457 entreprises •54% = entreprises sans SW	• NACE 24 + NACE 23 200 + NACE 25 110-25 240 + NACE 26 110 to 26 300 : 72 681 travailleurs •73% dans des entreprises >100 SW

*les données dépendent de la source.

Source: rapports nationaux

Parmi les pays pour lesquels les données sont disponibles, nous observons que le poids économique du secteur varie entre 0.02% (Luxembourg) et 14.2% du PNB (Espagne), atteignant une moyenne de presque 5% du PNB. De la même manière, le taux d'emploi généré par le secteur de la chimie compte entre 0.4% (Lituanie) et 10% (Pays-Bas) de l'emploi total, avec une moyenne de 2%.

Le nombre d'entreprises chimiques est également différent selon le pays (de 40 au Luxembourg à environ 29 000 en Slovaquie). Cependant, une forte tendance montre la prédominance des PME ou des petites entreprises ayant de 10 à 100

¹³ A unit is geographically based. A single legal entity may own several dispersed units.

travailleurs salariés, et particulièrement moins de 10 travailleurs salariés. Par contre, en République Tchèque, au Danemark, aux Pays-Bas, en Slovénie et en Suède, un grand nombre d'entreprises n'ont pas de travailleurs salariés du tout, tandis qu'en Allemagne et en Slovénie, la présence d'entreprises plus grandes est plus importante que dans d'autres pays. Une autre caractéristique est la prédominance de compagnies privées.

La même tendance est observable pour les travailleurs: leur nombre fluctue entre 1 728 à Chypre à 464 314 en Allemagne. La majorité d'entre eux travaille dans des entreprises ayant plus de 100 travailleurs. Concernant les particularités principales, on observe qu'en comparaison avec d'autres industries, le niveau d'éducation dans le secteur de la chimie est généralement élevé et la force de travail est, dans la plupart des cas, qualifiée. Ceci est dû en partie au caractère complexe de l'industrie, et également au fait que le travail est largement automatisé ; par conséquent, celui-ci requiert une certaine formation. Les salaires moyens sont plus élevés que la moyenne salariale pour toute l'industrie manufacturière. L'exception est la Lettonie, où les salaires dans le secteur ne diffèrent pas beaucoup de la moyenne nationale. La grande majorité des employés travaillent à temps plein et ont un contrat à durée indéterminée. Les contrats à durée déterminée, les temps partiels et travail temporaire sont vraiment rares.

Même si les données quant à l'importance de l'économie informelle sont difficiles à obtenir, il semblerait que la part du travail informel est petite, voire inexistante.

2. DESCRIPTION DES ORGANISATIONS ACTIVES DANS LE SECTEUR

2.1. Niveau européen

Au niveau européen, les organisations qui prennent part au Comité de Dialogue Social Européen pour l'industrie de la chimie sont les suivantes:

a) Fédération Européenne des Syndicats des Mines, de la Chimie et de l'Energie (EMCEF)¹⁴

EMCEF est une fédération qui organise 2.5 millions de travailleurs dans 35 pays et 128 syndicats nationaux. Une autre organisation a le statut d'observateur. EMCEF représente tant les cols bleus que les cols blancs. En tant que syndicat, il défend les intérêts de ses membres et poursuit la représentation la plus effective de leurs intérêts vis-à-vis des institutions européennes et des employeurs. Certains de ses objectifs principaux sont les suivants : sauvegarder les intérêts économiques, sociaux, environnementaux et culturels ; accroître les relations entre les organisations affiliées ; promouvoir les contacts, les relations et les négociations avec les employeurs ; suivre les traités européens ; promouvoir les opportunités égales au regard du genre, de la race ou de la croyance ; harmoniser les politiques de négociation collective et de relations industrielles ; fournir des données, informations et services pertinents. EMCEF est membre d'ETUC et coopère avec d'autres Fédérations d'Industrie européennes dans ETUC. EMCEF travaille également en lien avec la Fédération Internationale de ICEM. EMCEF représente ses membres dans un éventail de domaines industriels: Energie – Mines – Chimie – Pharmacie – Caoutchouc – Plastique – Verre – Papier – Carton. Le comité de politique industrielle s'occupe des matières industrielles, techniques et légales pertinentes à ces industries. EMCEF a 4 Comités : négociation collective ; conseils de travail européens ; relations industrielles (incluant l'environnement, la santé et la sécurité) ; le dialogue social. EMCEF a une expérience de longue date en création et coordination des Conseils de Travail Européens. Avec plus de 200 Conseils de Travail Européens dans tous ses secteurs, EMCEF a été extrêmement actif dans la mise en œuvre d'un élément important du dialogue social européen.

b) Groupe Européen des Employeurs de la Chimie (ECEG)¹⁵

ECEG est un groupe de 21 associations nationales d'employeurs dans de nombreux pays européens. Ses membres représentent les compagnies de l'Industrie Chimique et dans certains cas, des industries connexes également, tant en amont qu'en aval. Via ses fédérations nationales membres, ECEG représente quelques 10 000 compagnies de l'Industrie Chimique avec plus d'un million d'employés en Europe. L'affiliation est volontaire dans la plupart des cas. ECEG est une organisation européenne indépendante et a été créée par 11 associations nationales d'employeurs en janvier 2002, afin de représenter les intérêts des Industries Chimiques dans les domaines des Affaires Sociales et du Dialogue Social. Dans la famille Cefic des organisations européennes, ECEG est un partenaire qui représente les intérêts des Industries Chimiques européennes dans de nombreux domaines différents. En plus de sa relation étroite avec Cefic, ECEG travaille de près avec UNICE et d'autres organisations d'employeurs sectorielles européennes. Depuis décembre 2004, ECEG conduit un Dialogue Social de Partenariat formalisé (c'est-à-dire reconnu par la Commission européenne) avec sa contrepartie syndicale EMCEF pour l'Industrie Chimique de l'Union Européenne.

2.2. Niveau national

Au niveau national, la situation relative aux organisations actives dans le secteur est plutôt hétérogène. L'objectif principal de cette partie est de mettre en évidence ces différences et les similarités qui pourraient apparaître. Nous allons présenter les

¹⁴ Source: www.emcef.org et Reinhard Reibsch, Secrétaire Général d'EMCEF/Bruxelles.

¹⁵ Source: Lutz Mühl, Secrétaire d'ECEG/Bruxelles.

organisations actives dans l'industrie de la chimie par pays, leurs membres, la reconnaissance des partenaires sociaux et leur rôle dans la négociation collective au niveau sectoriel, ainsi que les affiliations européennes directes.

Note: l'affiliation directe se réfère aux situations où une organisation donnée est affiliée à –et est donc membre de– une autre organisation (par exemple : au niveau européen). Une affiliation « indirecte » fait référence à une situation où une organisation donnée A est affiliée à une autre organisation –l'organisation B– et l'organisation B est affiliée à une troisième organisation –l'organisation C–. Dans ce dernier cas, A est « indirectement membre » de C.

a) Organisations de travailleurs

Les organisations de travailleurs actives dans le secteur par pays

Pays	Organisations***	Nombre total de membres (membres dans le secteur)	Reconnaissance des partenaires sociaux	Rôle dans la CB au niveau sectoriel	Affiliations européennes (directes)
Autriche	Union des Travailleurs Cols Blancs du Secteur Privé (The Union of the White-Collar Workers of the Private Sector)	287 558 (ND)	Sous-unité dépendant de la fédération qui a le statut d'une entité légale	négoce de manière autonome mais signe des CAs formellement au nom de sa fédération	-
	Union des Travailleurs Cols Bleus de l'Industrie Chimique (The Union of the Blue-Collar Workers of the Chemical Industry)	34 018 (ND)	Sous-unité dépendant de la fédération qui a le statut d'une entité légale	négoce de manière autonome mais signe des CAs formellement au nom de sa fédération	EMCEF
Belgique	Fédération Générale du Travail de Belgique (Belgian General Federation of Labour)	1 300 000 (ND)	reconnaissance réglementée par la loi	Négocie et signe des CAs	ETUC EMCEF**
	Confédération des Syndicats Chrétiens (Confédération of Christian Trade Unions)	1 600 000 (ND)	reconnaissance réglementée par la loi	Négocie et signe des CAs	ETUC EMCEF**
	Centrale Générale des Syndicats Libéraux de Belgique (Federation of Liberal Trade Unions of Belgium)	220 000 (3 748)	reconnaissance réglementée par la loi	Négocie et signe des CAs	ETUC EMCEF
Chypre	Syndicat Chypriote Industriel, Commercial, d'Imprimerie et des Travailleurs Généraux (Cyprus Industrial, Commercial, Press-Printing et General Workers Trade Union (SEVETTYK) PEO)	9 000 (350)	reconnaissance réglementée par le Code Chypriote des Relations Industrielles	Négocie et signe des CAs	UNI Europa
	Fédération Chypriote des Travailleurs de l'Industrie (Cyprus Industrial Workers Federation, (OVIEK) SEK)	12 000 (900)	reconnaissance réglementée par le Code Chypriote des Relations Industrielles	Négocie et signe des CAs	EMCEF UNI Europa EMF EFFAT ETUFTCL
	Fédération de la Construction, des Mines et des Occupations connexes (Federation of Construction, Mines et related Occupations SEK)	10 000 (120)	reconnaissance réglementée par le Code Chypriote des Relations Industrielles	Négocie et signe des CAs	-
République Tchèque	Syndicat ECHO (Trade Union ECHO)	18 400 (ND)	Rempli les conditions autorisant la négociation collective telle que réglementée par la loi	Seul union qui conduit la négociation du secteur, signe des CAs	EMCEF
Danemark	Organisation Centrale des Employés Industriels (Central	306 511 (ND)	Reconnaissance mutuelle dans le	Négocie et signe des CAs	EMCEF

	Organisation of Industrial Employees)		système de négociation collective		
	Fédération Unie des Travailleurs (United Federation of Workers, 3F)	365 500 (884)	Reconnaissance mutuelle dans le système de négociation collective	Représenté dans la négociation par un cartel (Central Organisation of Industrial Employees) créé par les unions	-
	Union des Employés Commerciaux et de Bureau (The Union of Commercial et Clerical Employees in Denark, HK)	367 000 (3 661)	Reconnaissance mutuelle dans le système de négociation collective	Représenté dans la négociation par un cartel créé par les unions	-
	Union Danois des Métallurgistes (Danish Metalworkers Union)	146 000 (ND)	Reconnaissance mutuelle dans le système de négociation collective	Représenté dans la négociation par un cartel créé par les unions	-
	Union Danois des Electriciens (Danish Union of Electricians)	30 000 (ND)	Reconnaissance mutuelle dans le système de négociation collective	Représenté dans la négociation par un cartel créé par les unions	EMCEF
	Association Danoise des Techniciens Professionnels (Danish Association of Professional Technicians)	32 000 (330)	Reconnaissance mutuelle dans le système de négociation collective	Représenté dans la négociation par un cartel créé par les unions	-
	Techniciens de Laboratoire Danois (Danish Laboratory Technicians)	10 500 (6 200)	Reconnaissance mutuelle dans le système de négociation collective	pas présent dans l'industrie chimique	-
	Société Danoise des Ingénieurs (The Danish Society of Engineers, IDA)	61 000 (3 000)	Reconnaissance mutuelle dans le système de négociation collective	pas présent dans l'industrie chimique	EMF
	Association des Pharmaciens Danois (Association of Danish Pharmacists)	4 000 (1 600)	Reconnaissance mutuelle dans le système de négociation collective	pas présent dans l'industrie chimique	NFU
	Association Danoise des Professeurs et des Docteurs (The Danish Association of Masters et PhDs)	34 600 (379)	Reconnaissance mutuelle dans le système de négociation collective	pas présent dans l'industrie chimique	-
	Organisation du Staff des Managers et des Cadres au Danemark (The Organisation of Managerial and Executive Staff in Denmark)	74 400 (2 233)	Reconnaissance mutuelle dans le système de négociation collective	pas présent dans l'industrie chimique	CEC
Estonie	Pas de syndicats au niveau sectoriel	-	-	DIALOGUE SOCIAL UNIQUEMENT AU NIVEAU DE L'ENTREPRISE	-
Finlande	Union des Travailleurs dans le secteur de la Chimie (Chemical	49 000 (49 000)	Pas de système de reconnaissance	Négocie et signe des CAS	EMCEF ETUF:TCL

	Workers' Union)		formelle de la part des partenaires sociaux en Finlande		
	Union Finlandais des Travailleurs dans le domaine de l'Electricité (Finnish Electrical Workers' Union)	32 000 (100)	Pas de système de reconnaissance formelle de la part des partenaires sociaux en Finlande	Négocie et signe des CAs (très petit acteur représentant un groupe spécialisé de travailleurs)	EMCEF EMF IN
	Union des Employés Salariés (Union of Salaried Employees TU)	125 000 (11 000)	Pas de système de reconnaissance formelle de la part des partenaires sociaux en Finlande	Négocie et signe des CAs	EMCEF Nordiska Metall + NIF IN
France	Fédération des Industries Chimiques (Federation of the Chemical Industries-CGT)	25 000 (13 000)	Représentative par la loi	Négocie et signe des CAs	EMCEF
	Fédération Chimie et Energie (Federation of the Chemical et Energy Industries-CFDT)	ND (ND)	Représentative par la loi	Négocie et signe des CAs	EMCEF
	Fédéchimie (Chemical Federation CGT-FO)	15 000 (ND)	Représentative par la loi	Négocie et signe des CAs	EMCEF
	Fédération Chimie Mineurs Textile Energie (Federation of the Chemical, Mine, Textile et Energy Industries-CFTC)	ND (3 000)	Représentative par la loi	Négocie et signe des CAs	EMCEF
	Fédération du Personnel d'Encadrement des Industries Chimiques, Parachimiques et Connexes (Federation of managerial et professional staff of the Chemical, Parachemical et Related Industries- CFE-CGC)	ND (3 000)	Représentative par la loi	Négocie et signe des CAs	FECCIA
Allemagne	Union des Mines, de la Chimie et de l'Energie Industrielle (Mining, Chemical et Energy Industrial Union)	771 000 (200 000)	A les caractéristiques établies par la Cour Fédérale du Travail	Négocie et signe des CAs	EMCEF ETGLWF
	Union des Cadres dans le secteur de la Chimie (Chemicals Executives Union)	28 000 (18 000)	A les caractéristiques établies par la Cour Fédérale du Travail	Négocie et signe des CAs	FECCIA
	Union Chétien des Travailleurs dans les secteurs de la Chimie et de l'Energie (Christian Chemicals et Energy Workers' Union)	15 408 (13 200)	A les caractéristiques établies par la Cour Fédérale du Travail	Négocie et signe des CAs	SECB
Grèce	Association Pan-Hellénique des Pharmaciens (Pan-Hellenic Association of Pharmacists (PEF)	2 200 (ND)	Reconnaissance mutuelle	Négocie et signe des CAs	EIPG
	Fédération des Employés Pharmaceutiques et des Occupations Unies de Grèce (Federation of Employed Pharmaceutical et United Occupations of Greece (OEFSEE)	2 950 (2 950)	Reconnaissance mutuelle	Négocie et signe des CAs	-
	Fédération Hellénique des Conseillers Médicaux (Hellenic Federation of Medical Advisers (POIE)	160 (160)	Reconnaissance mutuelle	Négocie et signe des CAs	-
	Fédération des Employés de l'Industrie Chimique de Grèce	6 870 (6 870)	Reconnaissance mutuelle	Négocie et signe des CAs	-

	(Employee Federation of the Chemicals' Industry of Greece (OEHVE))				
	Association Pan-Hellénique des Scientifiques en Chimie Industrielle (Pan-Hellenic Association of Manufacturing Chemical Scientists (PSHV))	1 200 (180)	Reconnaissance mutuelle	Négocie et signe des CAs	-
Hongrie	MOL Syndicat des Travailleurs de l'Industrie Chimique (MOL Chemistry Industry Workers' Trade Union)	8 850 (3 929)	Reconnaissance par le Code Hongrois du Travail	Négocie et signe des CAs	EMCEF
	Fédération des Syndicats des Travailleurs de la Chimie, Energie et Activités Connexes (Federation of Trade Unions of the Chemical, Energy et Allied Workers)	26 000 (17 500)	Reconnaissance par le Code Hongrois du Travail	Négocie et signe des CAs	EMCEF
Irlande	Union des Services, Industriel, Professionnel et Technique (The Services, Industrial, Professional and Technical Union)	Over 200 000 (ND)	Reconnu grâce à son affiliation à une organisation nationale qui prend part en tant que partenaire social dans les accords collectifs nationaux	Prend part aux consultations	EMCEF
Italie	Union des Travailleurs de la Chimie et des Activités Connexes (Chemical and Allied Workers' Union)	126 774 (ND)	Reconnaissance mutuelle	Négocie et signe des CAs	EMCEF
	Fédération des Industries de l'Energie, de la Mode, de la Chimie et des Activités Connexes (Energy, Fashion, Chemicals and Allied Industries Federation)	136 098 (55 670)	Reconnaissance mutuelle	Négocie et signe des CAs	EMCEF ETUF EPSU
	Union des Travailleurs Italiens en Chimie, Energie et Industriels (Union of Italian Chemicals, Energy and Manufacturing Workers)	80 184 (± 23 000)	Reconnaissance mutuelle	Négocie et signe des CAs	EMCEF
	UBL Fédération des Travailleurs Italiens en Chimie (UGL Federation of Italian Chemical Workers)	ND (ND)	Reconnaissance mutuelle	Prend part activement au dialogue social, mais a une maigre influence sur les négociations	-
	Fédération Autonome des Travailleurs Italiens dans la Chimie (Autonomous Federation of Italian Chemicals Workers)	12 305 (ND)	Reconnaissance mutuelle	Prend part activement au dialogue social, mais a une maigre influence sur les négociations	-
	Fédération Italienne Autonome des Travailleurs dans la Chimie (Italian Autonomous Federation of Chemical Workers)	± 10 000 (± 6 000)	Pas reconnue au niveau national comme représentative dans le secteur	Prend part activement au dialogue social, mais représentation dans des cas singuliers	-
	Fédération Nationale des Managers dans les Compagnies Industrielles (National Federation of Industrial Company Managers)	± 80 000 (± 14 000)	Reconnaissance mutuelle	Prend part activement au dialogue social, mais représentation dans des cas singuliers	FECCIA

Lettonie	Syndicat des Secteurs Industriels Lettons (Latvian Industrial Sectors Trade Union (LISTU))	7 000 (ND)	Pas de système de reconnaissance formelle ou réciproque	DIALOGUE SOCIAL UNIQUEMENT AU NIVEAU DE L'ENTREPRISE	-
Lituanie	Fédération des Syndicats Lituanais des Travailleurs en Chimie Industrielle (Lithuanian Chemical Industrial Workers' Union Federation)	5 000 (3 000)	Pas de système de reconnaissance formelle ou réciproque	Négocie et signe des CAs	-
Luxembourg	Fédération Chimie, Céramique, Verre et Industries Diverses (Federation of the Chemicals, Ceramics, Glass and other industries)	28 000 (ND)	Représentative au niveau national par la loi	DIALOGUE SOCIAL UNIQUEMENT AU NIVEAU DE L'ENTREPRISE mais participe à la négociation collective, rôle de coordination	- ¹⁶
	Syndicat Bois, Caoutchouc, Céramique, Chimie, Ciment, Papier, Plastiques, Textile et Verre (Wood, rubber, ceramics, chemicals, paper, plastic, textiles and glass union)	ND (ND)	Représentative au niveau national par la loi	DIALOGUE SOCIAL UNIQUEMENT AU NIVEAU DE L'ENTREPRISE mais participe à la négociation collective, rôle de coordination, participe aux consultations avec les pouvoirs publics	- ¹⁷
	Syndicat National des Employés Privés (National Private Sector Salaried Employees' Union)	1 500 (ND)	Pas représentative aux niveaux national ou du secteur	DIALOGUE SOCIAL UNIQUEMENT AU NIVEAU DE L'ENTREPRISE mais rôle de coordination dans la négociation	-
Malte	Union Général des Travailleurs (General Workers' Union (GWU))	46 489 (ND)	Reconnaissance réciproque	DIALOGUE SOCIAL UNIQUEMENT AU NIVEAU DE L'ENTREPRISE	EMCEF
	Union des Travailleurs Unis (Union of United Worker)	25 901 (± 25)	Reconnaissance réciproque	DIALOGUE SOCIAL UNIQUEMENT AU NIVEAU DE L'ENTREPRISE	EUROFEDOP
	Chambre Maltaise des Pharmaciens (Malta Chamber of Pharmacists)	110 (6)	Reconnaissance réciproque	DIALOGUE SOCIAL UNIQUEMENT AU NIVEAU DE L'ENTREPRISE	EuroPharm PGEU (observateur)
	Union des Assistants en Chimie (Union of Assistant Chemists)	30 (5)	* Reconnaissance car apparaît sur la liste des associations de travailleurs tenue par le Registre des Syndicats *mais n'a pas la reconnaissance	DIALOGUE SOCIAL UNIQUEMENT AU NIVEAU DE L'ENTREPRISE	-

¹⁶ EMCEF observe que cette organisation lui est directement affiliée. Cependant, après consultation de l'expert national, celui-ci confirme que la Fédération Chimie, Céramique, Verre et Industries Diverses est affiliée directement à LCGB et est, à travers cette organisation, membre indirect d'EMCEF.

¹⁷ EMCEF observe que cette organisation lui est directement affiliée. Cependant, après consultation de l'expert national, celui-ci confirme que le Syndicat Bois, Caoutchouc, Céramique, Chimie, Ciment, Papier, Plastiques, Textile et Verre est affilié directement à OGB-L et est, à travers cette organisation, membre indirect d'EMCEF.

			pour conduire la négociation collective dans le secteur de la chimie à cause du petit nombre de ses membres		
Pays-Bas	FNV des Unions Connexes, Section Industrie de Traitement (FNV allied unions, Section Processing Industry)	450 000 (22 000 membres actifs et 4 170 inactifs)	Reconnaissance mutuelle	DIALOGUE SOCIAL UNIQUEMENT AU NIVEAU DE L'ENTREPRISE	EMCEF
	CNV Secteurs Industriel, Production d'Aliments et de Transport, secteur Chimie et Industrie (CNV industrial, food production and transport sectors, secteur chemistry and Industry)	8 000 (5 700 membres actifs et 2 300 inactifs)	Reconnaissance mutuelle	DIALOGUE SOCIAL UNIQUEMENT AU NIVEAU DE L'ENTREPRISE	EMCEF
	L'Union (The union)	ND (ND)	Reconnaissance mutuelle	DIALOGUE SOCIAL UNIQUEMENT AU NIVEAU DE L'ENTREPRISE	EMCEF
	Association du Personnel Supérieur (Association of higher personnel)	ND (ND)	Reconnaissance mutuelle	DIALOGUE SOCIAL UNIQUEMENT AU NIVEAU DE L'ENTREPRISE	EMCEF
Pologne ¹⁸	Secrétariat des Travailleurs de l'Industrie Chimique du Syndicat Indépendant Autonome 'Solidarnosc' (Chemical Industry Workers Secretariat of the Independent Self-Governed Trade Union 'Solidarnosc')	37 552 (15 403)	Reconnaissance à travers la reconnaissance de Solidarnosc	négocie et peut signer des CAs au niveau du secteur	EMCEF
	Section Nationale des Travailleurs de l'Industrie Pharmaceutique de ISTU 'Solidarnosc' (Pharmaceutical Industry Workers National Section of ISTU 'Solidarnosc')	3 500 (3 500 in NACE 24.4)	Reconnaissance à travers la reconnaissance de Solidarnosc	négocie et peut signer des CAs au niveau du secteur	-
	Section Nationale des Industries Chimique de ISTU 'Solidarnosc' (Chemical Industries National Section of ISTU 'Solidarnosc')	11 903 (11 903 tous dans NACE 24 excepté dans 24.4)	Reconnaissance à travers la reconnaissance de Solidarnosc	négocie et peut signer des CAs au niveau du secteur	-

¹⁸ EMCEF observe que "les deux syndicats dans l'Industrie Pharmaceutique et celui de ISTU Solidarnosc ne sont pas affiliés à EMCEF. Cependant, l'expert national souhaiterait spécifier que la confédération est organisée sectoriellement en différents secrétariats dont celui qui nous intéresse pour cette étude, Chemical Industry Workers Secretariat of ISTU "Solidarnosc" - Sekretariat Przemyslu Chemicznego NSZZ "Solidarnosc". Chaque secrétariat compte un certain nombre de sections qui en général constituent des regroupements plus restreints de métiers. Pour ce qui concerne le secrétariat des travailleurs de l'industrie chimique, il regroupe notamment, à côté d'autres, les deux sections suivantes qui nous intéressent pour l'étude : Pharmaceutical Industry Workers' National Section of ISTU "Solidarnosc" - Sekcja Krajowa Pracowników Przemyslu Farmaceutycznego NSZZ "Solidarnosc"; Chemical Industries' National Section of ISTU "Solidarnosc" - Sekcja Krajowa Przemyslu Chemicznego NSZZ "Solidarnosc". C'est donc bien le secrétariat qui est membre de EMCEF. Les deux sections sont elles membres du secrétariat et à ce titre, elles se considèrent comme indirectement affiliées à EMCEF, ce que le secrétariat estime lui aussi. Ces confirmations ont été obtenues de la part de Mr Konecki, Président du Secrétariat. Les sections n'apparaissent certainement pas sur les listes de EMCEF, d'où leur remarque. Cependant, EMCEF, en affiliant le Secrétariat qui est composé de ces deux sections notamment, regroupent les travailleurs qui sont membres de ces deux sections. Notons également qu'au niveau polonais, les travailleurs se sentent plus membres de la section que du secrétariat qui est déjà plus une « super-structure ».

	Fédération du Syndicat des Industries de la Chimie, du Verre et Céramiques en Pologne (Trade Union Federation of Chemical, Glass et Ceramic Industries in Poland)	20 000 SW + 15 000 pensionnés	Reconnue grâce à son affiliation à une organisation nationale qui respecte les critères de représentativité	négocie et peut signer des CAs au niveau du secteur	EMCEF
	Secrétariat des Industries Chimiques de ISTU 'Solidarnosc-80' (Chemical Industries Secretariat of the ISTU 'Solidarnosc-80')	10 000 (10 000, dans NACE 24.1, 24.3 et 24.6)	Reconnaissance à travers la reconnaissance de Solidarnosc -80	négocie et peut signer des CAs au niveau du secteur	-
	Alliance Nationale des Syndicats pour un Travail Continu (National Alliance of Trade Unions for Continuous Work)	18 000 (6 000, dans NACE 24.1 et 24.7)	Reconnue grâce à son affiliation à une organisation nationale qui respecte les critères de représentativité	négocie et peut signer des CAs au niveau du secteur	-
	Syndicat des Ingénieurs et des Techniciens (Engineers and Technicians Trade Union)	20 500 (ND)	Enregistré légalement	négocie et peut signer des CAs au niveau du secteur	-
Portugal	Syndicat Démocratique de l'Energie, la Chimie, le Textile et les autres Industries (Democratic Trade Union of Energy, Chemical, Textile and other Industries)	10 000 (1 500)	Reconnaissance formelle ou réciproque	Négocie et signe des CAs	EMCEF
	Syndicat pour les Travailleurs du Nord en Chimie, Pharmacie, Pétrole et Gaz (Trade Union for Chemical, Pharmaceutical, Petrol and Gas Worker of the North)	5 216 (ND)	ND	Négocie à travers sa fédération	-
	Syndicat pour les Travailleurs du Centre, du Sud et des Iles en Chimie, Pharmacie, Pétrole et Gaz (Trade Union of Chemical, Pharmaceutical, Petrol and Gas Worker from the Centre, South and Islands)	7 200 (3 500)	Reconnaissance formelle ou réciproque	Négocie à travers sa fédération et a le droit d'être consulté sur différentes matières	-
Slovaquie	Syndicat Chimie de la République Slovaque (Chemistry Trade Union of the Slovak Republic)	20 000 (18 000)	Système de reconnaissance supporté par la législation	Négocie et signe des CAs	EMCEF
Slovénie	Syndicat de l'Industrie Chimique, Non-métallique et de Caoutchouc de Slovénie (Trade Union of Chemical, Non-Metallic and Rubbers Industry of Slovénie)	11 530 (8 000)	Reconnaissance mutuelle	Négocie et signe des CAs	EMCEF
Espagne	Fédération des Industries Textile-Cuir, des Commissions des Travailleurs de la Chimie et des Industries Connexes (Federation of Textile-Leather Industries, Chemicals and Related Industries of Workers' Commissions)	67 000 (35 000)	Reconnue comme Représentative au niveau national	Négocie et signe des CAs	EMCEF
	Fédération des Industries Connexes de l'Union Général de Travailleurs (Federation of Related Industries of Workers' General Union)	75 000 (22 500)	Reconnue comme Représentative au niveau national	Négocie et signe des CAs	EMCEF

	Solidarité des Travailleurs Basques – Divers secteurs (Basque Workers' Solidarity – Diversity of sectors)	22 550 (2 250)	Reconnue comme Représentative au niveau national	Ne prend pas part à la négociation des CAs les plus importantes	EMCEF
	Confédération des Fédérations des Managers en Chimie (Confederation of Federations of Chemical Managers)	90 (90)	Reconnue comme Représentative au niveau national	Rôle seulement au niveau de l'entreprise	FECCIA
Suède	Union des Travailleurs Industriels (The Industrial Workers' Union)	71 040 (28 490)	Représentative	Négocie et signe des CAs	EMCEF
	Fédération Suédoise des Employés Industriels (The Swedish Federation of Industrial Employees)	301 100 (25 000)	Représentative	Négocie et signe des CAs	EMCEF
	Association Suédoise des Ingénieurs Diplômés (The Swedish Association of Graduate Engineers)	75 900 (5 000)	Représentative	Négocie et signe des CAs	EMCEF
	Association Suédoise pour le Staff de Managers et de Professionnels (The Swedish Association for Managerial et Professional Staff)	65 000 (500)	Représentative	Négocie et signe des CAs	CEC
Royaume-Uni	Amicus	1.2m (12 000)	Reconnaissance volontaire	Négocie de la part des employés de l'industrie et signataire de la Charte avec la CIA	EMCEF
	GMB	600 000 (10 000)	Reconnaissance volontaire	Négocie de la part des employés de l'industrie et signataire de la Charte avec la CIA	EMCEF
	Syndicat des Travailleurs du Transport et des Travailleurs en Général (Transport and General Workers' Union (TGWU))	835 000 (40 000)	Reconnaissance volontaire	Négocie de la part des employés de l'industrie et signataire de la Charte avec la CIA	EMCEF
	Union des Travailleurs des Magasins, de la Distribution et des Activités Connexes (Union of Shop, Distributive and Allied Workers (USDAW))	340 000 (ND)	Reconnaissance volontaire	Négocie de la part des employés de l'industrie et signataire de la Charte avec la CIA	EMCEF
	Prospect	104 000 (ND)	Reconnaissance volontaire	Petite présence dans le secteur, pas signataire de la Charte de l'industrie chimique	EMCEF
	Association Anglaise du Management dans le secteur des Mines (British Association of Colliery Management (BACM))	3 500 (ND)	Reconnaissance volontaire	Présence restreinte dans les compagnies principales, pas signataire de la Charte de l'industrie chimique	EMCEF CEC FECER
	NACODS	610 (ND)	Reconnaissance volontaire	Ne prend pas part aux consultations au niveau de l'entreprise ou du site et n'a pas signé d'accord dans les compagnies	EMCEF

				principales; pas signataire de la Charte de l'industrie chimique	
--	--	--	--	--	--

*D : affiliation directe; I : affiliation indirecte; **grâce à ses groupes professionnels.

***Le nom en français des organisations est une traduction de l'anglais.

Source: rapports nationaux

Note: A côté de l'information présentée dans le tableau, il est nécessaire de spécifier que l'indisponibilité de certaines données sur les membres travaillant dans le secteur par organisation est due à des problèmes d'évaluation de chiffres; ceci arrive para exemple lorsque la délimitation des activités de l'organisation ne correspond pas à la délimitation nationale du secteur.

FECCIA a demandé l'ajout de certaines organisations dans l'étude. Cependant, suite à la consultation des experts nationaux, nous observons que dans la plupart des cas, ces organisations ne sont pas spécifiques au secteur de la chimie. Pour cette raison, nous avons décidé de présenter dans ce résumé ces organisations par leur nom qui ne sont pas spécifiquement impliquées dans le secteur de la chimie uniquement (voir le rapport complet pour plus d'informations).

Autriche

Association Autrichienne des Managers / Wirtschaftsforum der Führungskräfte (WdF) / Autrichen Managers Association, membre de CEC

Belgique

La Confédération Nationale des Cadres/Nationale Confederatie van het Kaderpersoneel (CNC/NCK) / Belgian Confédération of Executives and Managerial Staff, membre de CEC

République Tchèque

Association Tchèque de Management / Česká Manažerská Asociace (CMA) / Czech Management Association, membre observateur de CEC

Grèce

Association des Présidents Directeurs Généraux / Enossi Anotaton Stelehon Epihirisseon (EASE) / Association of Chief Executive Officers, membre de CEC

Hongrie

Association Nationale des Managers / Menedzserek Országos Szövetsége / National Association of Managers, membre observateur de CEC

Pologne

Alliance des Syndicats / Porozumienie Zwiolkow Zawodowych (KADRA) / Alliance of Trade Unions, membre de CEC

Association des Managers en Pologne / Stowarzyszenie Menedżerów w Polsce (SMwP) / Managers Association in Poland (MAP), membre observateur de CEC

Slovénie

Association des Managers de Slovénie / Združenje Managerjev Slovenije / Managers' Association of Slovenia (MAS), membre de CEC

Espagne

Confédération de Cadres et de Professionnels / Confederación de Cuadros y Profesionales (CCP) / Managers' and Professionals' Confédération, membre de CEC

Royaume-Uni

Association du Staff de Managers et de Professionnels / Managerial and Professional Staff Association (MPA), membre de CEC

Association de Staffs de Managers et de Professionnels / Association of Management et Professional Staffs (AMPS)

b) Organisations d'employeurs

Organisations d'employeurs actives dans le secteur par pays

Pays	Organisations**	Nombre de membres (nombre de SW)	Reconnaissance	Rôle dans la négociation collective au niveau sectoriel	Affiliations européennes (directes)
Autriche	Organisation Fédérale de l'Industrie Chimique (The Federal Organisation of the Chemical Industry)	310 (45,156)	Reconnue comme faisant partie de sa fédération	Négocie et signe des CAS	CEFIC, CEPE, COLIPA, ECPA, EFPIA, EUPC, TEPPFA, EPPA, EuropaBio, ECEG, Europharm SMC
	Organisation Fédérale des Artisans en Chimie (The Federal Organisation of Chemical Crafts)	1,014 (38,061)	Reconnue comme faisant partie de sa fédération	Ne participe pas à des conseils affectant le secteur (il n'y a pas d'affiliations en relation avec le secteur de la chimie)	-
Belgique	Fédération des industries chimiques de Belgique (Federation of Belgian Chemical Industries)	750 (97,016)	Reconnaissance réglementée par la loi	Négocie et signe des CAS	ECEG CEFIC
Chypre	Association Pharmaceutique Chypriote des Fabricants (Cyprus Pharmaceutical Manufacturers Association)	5 (400)	Reconnaissance à travers son affiliation à la Chambre de Commerce et d'Industrie Chypriote (CCCI)	Ne négocie pas et ne signe pas de CA	-
	Association Chypriote des Fabricants de Peinture, Vernis et Adhésifs (Cyprus Association of Paints, Varnishes and Adhesives Manufacturers)	8 (205)	Reconnaissance à travers son affiliation à la CCCI	Ne négocie pas et ne signe pas de CA	-
	Association Chypriote des Fabricants d'Aérosols, Détergents & Cosmétiques (Cyprus Aerosol, Detergents & Cosmetics Manufacturers Association)	6 (150)	Reconnaissance à travers son affiliation à la CCCI	Ne négocie pas et ne signe pas de CA	Fédération européenne d'Aerazol
République Tchèque	Association de l'Industrie Chimique de la République Tchèque (Association of Chemical Industry of the Czech Republic (SCHP CR)	114 (ND)	Rempli les conditions autorisant la négociation collective telle que réglementée par la loi	Négocie et signe des CAS	CEFIC ECEG
Danemark	Confédération des Industries Danoises (Confederation of Danish Industries, DI)	255 (30,500)	Reconnaissance mutuelle dans le système de négociation collective	Négocie et signe des CAS	ECEG UNICE
Estonie	Fédération de l'Industrie Chimique Estonienne (Federation of Estonian Chemical Industry)	32 (ND)	-	DIALOGUE SOCIAL UNIQUEMENT AU NIVEAU DE L'ENTREPRISE	CEFIC ECEG
Finlande	Fédération de l'Industrie Chimique de la Finlande (The	280 (38,000)	Pas de système de reconnaissance	Négocie et signe des CAS	CEFIC ECEG

	Chemical Industry Federation of Finland)		formelle de la part des partenaires sociaux en Finlande		
France	Union des Industries Chimiques (Union of Chemical Industries)	1,191 (ND)	Les groupes d'employeurs déterminant leur propre mode de délibération	Négocie et signe des CAs	CEFIC ECEG
Allemagne	Fédération Allemande des Associations Chimiques des Employeurs (German Federation of Chemical Employers' Associations)	1,900 (580,000)	A les caractéristiques établies par la Cour Fédérale du Travail	Négocie et signe des CAs	ECEG
Grèce	Association Hellénique des Companies Pharmaceutiques (Hellenic Association of Pharmaceutical Companies (SFEE))	64 (9,000)	Reconnaissance mutuelle	Négocie et signe des CAs	EFPIA
	Association Pan-Hellénique de l'Industrie Pharmaceutique (Pan-Hellenic Association of the Pharmaceutical Industry (PEF))	33 (500)	Reconnaissance mutuelle	Négocie et signe des CAs	-
	Association des Représentants des Produits Pharmaceutiques (Association of Representatives of Pharmaceutical Products (SAFE))	ND (ND)	Reconnaissance mutuelle	Négocie et signe des CAs	ND
	Union Pan-Hellénique des Industries & Représentants de Cosmétiques & Parfums (Pan-Hellenic Union of the Industries & Representatives of Cosmetics & Perfumes (PSVAK))	71 (7,500)	Reconnaissance mutuelle	Négocie et signe des CAs	COLIPA
	Association Pan-Hellénique des Fabricants et Artisans Grecques de Cosmétiques et des Produits de Beauté (Pan-Hellenic Association of Greek Cosmetics and Beauty Products Manufacturers et Artisans (PEVVEKKP))	40 (400)	Reconnaissance mutuelle	Négocie et signe des CAs	-
	Association Pan-Hellénique des Grossistes et des Pharmaciens Qualifiés (Pan-Hellenic Association of Wholesalers and Qualified Pharmacists (PSF))	130 (2,500)	Reconnaissance mutuelle	Négocie et signe des CAs	GIRP
	Association des Représentants, Importateurs et Producteurs de Médicaments Vétérinaires (Association of Representatives, Importers and Producers of Veterinary Drugs (SAEPKF))	22 (ND)	Reconnaissance mutuelle	Négocie et signe des CAs	-
	Association des Industries Chimiques Helléniques (Association of Hellenic	57 (3,000)	Reconnaissance mutuelle	*n'a pas le statut de partenaire social *par conséquent : ne	CEFIC

	Chemical Industries (SEHV /HACI)			participe pas aux procédures de la négociation collective et ne signe pas de CA *mais : a fait la demande auprès des autorités de l'Etat	
	Association de l'Industrie Grecque de Détergents et Savons (Association of Greek Industry of Detergents and Soaps (SEVAS)	12 (2,000)	Reconnaissance mutuelle	*n'a pas le statut de partenaire social *par conséquent : ne participe pas aux procédures de la négociation collective et ne signe pas de CA *mais : a fait la demande auprès des autorités de l'Etat	-
Hongrie	Association de Producteurs Hongrois d'Aluminium (HUNGAMOSZ, Association of Hungarian Aluminium Producers)	5 (ND)	Reconnaissance par le Code Hongrois du Travail	Ne prend pas part au dialogue social et ne signe pas de CA	UNICE
	Association Hongroise de l'Industrie Chimique (MAVESZ, Hungarian Chemical Industry Association)	52 (22,600)	Reconnaissance par le Code Hongrois du Travail	Négocie et signe des CAs	CEFIC ECEG EUPC
	Association Pharmaceutique Hongroise des Fabricants (MAGYOSZ, Hungarian Pharmaceutical Manufacturers' Association)	47 (13,944)	Reconnaissance par le Code Hongrois du Travail	Négocie et signe des CAs	AESGP
	Association Hongroise des Fabricants de Caoutchouc (MAGUSZ, Hungarian Rubber Manufacturers' Association)	30 (ND)	Reconnaissance par le Code Hongrois du Travail	Négocie et signe des CAs	UNICE BLIC
Irlande	Irlande Pharmaceutique (Pharmaceutical Ireland)	55 (ND)	Reconnu grâce à son organisation membre principale qui prend part en tant que partenaire social aux accords collectifs nationaux	Ne négocie pas	CEFIC
Italie	Fédération Italienne de l'Industrie Chimique (Italian Federation of the Chemical Industry)	± 1,350 (± 103,000)	Reconnaissance mutuelle	Négocie et signe des CAs	ECEG CEFIC
	Association Italienne de l'Industrie Pharmaceutique (Italian Association of the Pharmaceutical Industry)	240 (± 73,000)	Reconnaissance mutuelle	Négocie et signe des CAs	EFPIA
	Association Italienne des PME Chimiques (Italian Association of Small and Medium-sized Chemical companies)	± 1,300 (± 30,000)	Reconnaissance mutuelle	Négocie et signe des CAs	-
	Confédération Générale Italienne des Artisans (General Italian Confederation of	ND (ND)	Reconnaissance mutuelle mais n'est pas très	Prend part à la négociation collective	UEAPME

	Artisans)		représentative du secteur		
	Association Nationale des Ingénieurs en Mécanique (National Mechanical Engineers' Association)	ND (ND)	Reconnaissance mutuelle mais n'est pas très représentative du secteur	Négocie et signe des CAs	-
	Confédération Indépendante des Organisations d'Artisans (Independent Confédération of Artisans' Organisations)	ND (ND)	Reconnaissance mutuelle mais n'est pas très représentative du secteur	Prend part à la négociation collective	-
	Confédération des Associations Italiennes des Artisans Libres (Confederation of Italian Free Crafts Associations)	ND (ND)	Reconnaissance mutuelle mais n'est pas très représentative du secteur	Prend part à la négociation collective	-
Lettonie	Association des Producteurs d'Industries Chimiques et Pharmaceutiques Lettonnes (Association of Latvian Chemical and Pharmaceutical Industry Producers (ALCPIP))	27 (2,000)	Pas de système de reconnaissance formelle ou réciproque	DIALOGUE SOCIAL UNIQUEMENT AU NIVEAU DE L'ENTREPRISE mais prend part aux consultations au niveau du secteur	COLIPA CEFIC (en tant qu'observateur) ECEG
Lituanie	Association des Entreprises Lituanienes de l'Industrie Chimique (Association of Lithuanian Chemical Industry Enterprises)	23 (7,000); dans NACE 24: 12 (4,000)	Pas de système de reconnaissance formelle ou réciproque	Négocie et signe des CAs	CEFIC ECEG
Luxembourg	FEDIL Industrie, Bâtiment, Service aux Entreprises (FEDIL industry, construction, business services)	40 (8,978)	N'est pas considéré comme une organisation d'employeurs car signe des CAs individuellement avec chaque compagnie	DIALOGUE SOCIAL UNIQUEMENT AU NIVEAU DE L'ENTREPRISE mais centralise les informations sur le secteur	-
Malte	Association Maltaise des Employeurs (Malta Employers Association (MEA))	230 (36,000); dans le secteur: 30 (± 3,000)	Reconnaissance car apparaît sur la liste des associations d'employeurs tenue par le Registre des Syndicats	DIALOGUE SOCIAL UNIQUEMENT AU NIVEAU DE L'ENTREPRISE	CEEP OPCE
	Fédération Maltaise des Industries) (Malta Federation of Industry (FOI))	300 (25,000); dans le secteur: ND	Reconnaissance par le système de reconnaissance de la part des partenaires sociaux	DIALOGUE SOCIAL UNIQUEMENT AU NIVEAU DE L'ENTREPRISE	UNICE UMCE
Pays-Bas	Association de l'Industrie Chimique Néerlandaise (Association of Dutch Chemical Industry)	600 (ND)	Reconnaissance mutuelle	DIALOGUE SOCIAL UNIQUEMENT AU NIVEAU DE L'ENTREPRISE	CEFIC
	Association Générale des Employeurs aux Pays-Bas (General Employers' Association Netherlands)	200 (ND)	Reconnaissance mutuelle	DIALOGUE SOCIAL UNIQUEMENT AU NIVEAU DE L'ENTREPRISE	-
Pologne	Chambre Polonaise de l'Industrie Chimique (Polish Chamber of Chemical Industry)	62 (ND)	Reconnue grâce à son affiliation à une organisation nationale qui respecte les critères de	*négocie *a le pouvoir de signer des CAs, mais n'en a pas encore signé à ce niveau	ECEG EAFF

	Union Polonais des Employeurs des Industries Pharmaceutiques (Polish Union of Employers of the Pharmaceutical Industries)	20 (10,000)	représentativité Reconnu grâce à son affiliation à une organisation nationale qui respecte les critères de représentativité	*a surtout un rôle de lobby contre l'Etat et contre les autres employeurs plutôt que contre les travailleurs *par conséquent, même s'il a le pouvoir de signer des CAs, il préfère garder le dialogue social au niveau de l'entreprise et focaliser son action sur la défense économique de ses membres	EGA
	Wielkopolski Union des Employeurs Privés (Wielkopolski Union of Private Employers)	2 (293)	Pas de reconnaissance nationale	Ne prend pas part aux négociations au niveau du secteur (c'est une organisation régionale d'employeurs)	-
	Club d'Affaires – Union d'Employeurs (Business Centre Club- Employers' Union)	ND (ND)	L'Union respecte les critères de représentativité; par conséquent, il est directement reconnu en tant qu'organisation nationale	ND	ND
Portugal	Association Portugaise des Entreprises Chimiques (Portuguese Association of Chemical Enterprises)	55 (ND)	ND	Négocie et signe des CAs	ECEG
	Association Portugaise de l'Industrie Pharmaceutique (Portuguese Association of the Pharmaceutical Industry)	139 (10,200)	Reconnaissance formelle ou réciproque	Négocie et signe des CAs	EFPIA AESGP
	Association Portugaise des Producteurs de Peinture et de Vernis (Portuguese Association of Paint and Varnish Manufacturers)	73 (3,512)	ND	Négocie et signe des CAs	CEPE
Espagne	Fédération des Employeurs de l'Industrie Chimique Espagnole (Spanish Chemical Industry Employers' Federation)	1,200 (109,000)	Reconnaissance réglementée par la loi	Négocie et signe des CAs	CEFIC ECEG
	Association Espagnole de Parfumerie et Cosmétique (Spanish Cosmetic Toiletry ans Perfumery Association)	250 (18,000)	Reconnaissance réglementée par la loi	Négocie et signe des CAs	COLIPA
	Association de Fabricants Pyrotechniques de la Communauté de Valence (Pyrotechnics Manufacturers' Association of the Community of Valencia)	17 (500)	Reconnaissance réglementée par la loi	Négocie et signe des CAs (pour la Communauté de Valence)	-
	Association des Employeurs [dans le domaine de la]	80 (4,500)	Reconnaissance réglementée par la loi	Négocie et signe des CAs (en Cantabrie)	-

	Chimie (Chemical Employers Association)				
Slovaquie	Association de l'Industrie Chimique et Pharmaceutique de la République Slovaque (Association of Chemical and Pharmaceutical industry of the Slovak Republic)	35 (17,300)	Système de reconnaissance supporté par la législation	Négocie et signe des CAs	CEFIC ECEG
Slovénie	Association des Industries Chimiques (Chemical Industries Association)	163 (11,856)	Reconnaissance mutuelle	Négocie et signe des CAs	CEFIC ECEG
Suède	Association Suédoise d'employeurs de l'Industrie et de la Chimie (Swedish Industrial and Chemical Employers' Association)	714 (± 71,000)	Reconnaissance	Négocie et signe des CAs	ECEG
The United Kingdom	Association des Industries Chimiques (Chemical Industries Association)	150 (ND)	Reconnaissance volontaire	Ne prend pas part aux négociations collectives, excepté à la Charte, mais conseille et participe aux conciliations. Aucune CAs n'a été signée par l'organisation en 2003 et 2004, excepté la Charte	ECEG CEFIC

*D : affiliation directe; I : affiliation indirecte

**Le nom en français des organisations est une traduction de l'anglais.

Source: rapports nationaux

Note: A côté de l'information présentée dans le tableau, il est nécessaire de spécifier que l'indisponibilité de certaines données sur les membres travaillant dans le secteur par organisation est due à des problèmes d'évaluation de chiffres; ceci arrive para exemple lorsque la délimitation des activités de l'organisation ne correspond pas à la délimitation nationale du secteur.

3. DESCRIPTION DU DIALOGUE SOCIAL DANS LE SECTEUR

3.1. Niveau européen¹⁹

Actuellement, l'industrie chimique européenne emploie environ 2 millions de travailleurs et est le deuxième plus grand secteur industriel en Europe. En décembre 2004, la Commission Européenne a annoncé formellement l'établissement d'un Comité de Dialogue Social Européen dans ce secteur. Les partenaires sociaux au niveau européen pour le secteur de la chimie sont, comme indiqué ci-dessus, ECEG et EMCEF.

3.2. Niveau national

Le dialogue social peut être tripartite et/ou bipartite. Le premier est caractérisé par l'implication du gouvernement et des partenaires sociaux (organisations de travailleurs et d'employeurs) et le second prend place entre les partenaires sociaux, sans intervention du gouvernement. Après un bref aperçu de la concertation tripartite et de son existence dans quelques pays, nous évoquerons le dialogue social bipartite sectoriel dans le secteur de la chimie.

¹⁹ Source: <http://www.eiro.eurofound.ie>

a) Description de la concertation tripartite dans le secteur

Caractéristiques principales de la concertation tripartite spécifique au secteur de la chimie, par pays

Pays	Existence	Caractéristiques principales de la concertation tripartite	Résultats
Allemagne	-	-	-
Autriche	-	-	-
Belgique	-	-	-
Chypre	X	deux types: le premier concerne les conflits de travail et l'autre est relatif aux conflits administratifs et réglementaires	Accords signés
Danemark	-	-	-
Espagne	X	Une concertation tripartite sociale apparaît uniquement occasionnellement sans aucun pattern régulier	Accords signés
Estonie	-	-	-
Finlande	-	-	-
France	-	-	-
Grèce	-	-	-
Hongrie	-	-	-
Irlande	-	-	-
Italie	X	"Table spéciale tripartite pour les activités couvertes par l'industrie chimique"	Aucun accord collectif signé, mais un document et une stratégie collective existent
Lettonie	-	-	-
Lituanie	-	-	-
Luxembourg	-	-	-
Malte	-	-	-
Pays-Bas	-	-	-
Pologne	X (en théorie)	La consultation tripartite est plutôt perçue comme un lieu pour la discussion que pour une réelle négociation	-
Portugal	-	-	-
République Tchèque	-	-	-
Royaume-Uni	-	-	-
Slovaquie	-	-	-
Slovénie	-	-	-
Suède	-	-	-

Source: rapports nationaux

Seuls quatre pays uniquement organisent une concertation tripartite spécifique au secteur de la chimie, même si en Pologne, elle n'existe que d'un point de vue théorique et en Espagne, elle n'apparaît que rarement. Par contre, on observe qu'en Italie, malgré qu'un regroupement existe, celui-ci ne produit pas d'accords signés. En conclusion, une concertation tripartite effective (c'est-à-dire qui fonctionne et qui produit des accords signés) est uniquement présente à Chypre. D'autre part, d'autres formes de consultation ou de rencontres entre le gouvernement et les partenaires sociaux sont organisées, telles que par exemple le projet REACH (Registration, Evaluation et Authorisation of Chemicals) dans certains pays.

b) Description du dialogue social bipartite dans le secteur

Caractéristiques principales du dialogue social bipartite par pays

Pays	Dialogue social bipartite au niveau de :			Accords collectifs au niveau du secteur
	Secteur	Entreprise	Autre	
Allemagne	-	X	Niveaux sectoriels national et régional	-
Autriche	X	-	-	X
Belgique	X	X	-	X
Chypre	X	X	Multi-employeurs	-

Danemark	X	X	-	X
Espagne	X	X	Niveau provincial (ou de la communauté autonome)	X
Estonie	-	X	-	-
Finlande	X	-	local	X
France	X	X	-	X
Grèce	X	-	Niveau professionnel	X
Hongrie	X	X	-	X
Irlande	X	X	-	X
Italie	-	X	Niveaux national et régional/provincial	-
Lettonie	-	X	-	-
Lituanie	X	X	-	-
Luxembourg	-	X	-	-
Malte	-	X	-	-
Pays-Bas	-	X	-	-
Pologne	X	X	-	-
Portugal	X	X	-	X
République Tchèque	X	X	-	X
Royaume-Uni	-	X	Niveau du site	-
Slovaquie	X	X	-	X
Slovénie	X	X	-	X
Suède	X	-	-	X

Source: rapports nationaux

B. RESUME POUR LA BULGARIE, LA ROUMANIE ET LA TURQUIE

En **Bulgarie**, le secteur n'est pas parmi le plus grand en termes de contributions économiques, d'emploi et de nombre de compagnies (par rapport au secteur du commerce, de la construction, et des textiles, par exemple) ; sa contribution économique tend à régresser. Il y a en tout 3 partenaires sociaux représentatifs qui jouent un rôle dans les CB (2 organisations de travailleurs et 1 organisation d'employeurs). Selon le Code du Travail Bulgare, les partenaires sociaux ne sont autorisés à signer qu'un accord de secteur/branche. En d'autres termes, le consensus doit être réalisé en une CA entre les 2 syndicats et la chambre des employeurs. Cependant, ces acteurs n'ont réussi à signer aucune CAs sectorielle en plus de 8 ans, ce qui est vraiment une situation exceptionnelle dans le contexte bulgare. Le niveau de l'entreprise est le seul niveau où des CB sont menées efficacement. Les multinationales sont très présentes dans le secteur - le groupe Solvay et Farmaco sont parmi les plus grands investisseurs en Bulgarie qui fournissent en fait, les meilleurs exemples de « bon » dialogue social non seulement sectoriel, mais également au niveau national. Naturellement, le principal rôle économique des multinationales influence également les CB. Ce fait est peut-être l'une des raisons qui expliqueraient le manque de CA sectorielle ; en effet, les principaux acteurs concluent des CAs d'entreprise.

Pendant la période 1960-1990, l'industrie chimique **roumaine** s'est développée de manière continue. 97 grandes et très grandes compagnies étaient présentes en 1990 employant 274 500 travailleurs ; toutes les entreprises étaient publiques et elles ont été étendues uniformément dans tout le pays. Après 1990, il y a eu de grands changements dans ce secteur, avec une augmentation relativement grande du nombre de compagnies (plus de 3 200), une réduction progressive du nombre d'employés, de telle manière qu'en 2003, il ne restait que 40.0% des travailleurs dans le secteur comparé à 1990 ; la privatisation des compagnies s'est également propagée. En Roumanie, les partenaires sociaux sont organisés pour le secteur chimique et pétrochimique ; ce dernier est défini dans la convention collective nationale comme étant une des 32 branches pour lesquelles une convention collective avait été signée au niveau de secteur. Dans le secteur, une organisation d'employeurs et un nombre relativement petit d'organisations de travailleurs (6) comparé à d'autres secteurs sont présentes. Cette particularité est due au nombre assez grand de petites et micro entreprises. Au niveau du secteur, une seule convention collective a été signée ainsi qu'un accord au niveau "plus haut que l'entreprise". Normalement, les conventions collectives sont signées pour une période de 2 ou 3 ans -ou parfois plus-. Chaque année, des changements ou des amendements au contrat sont négociés (en particulier en ce qui concerne les salaires ou d'autres droits). Les partenaires sociaux considèrent que, au niveau sectoriel, le dialogue tripartite ne fonctionne pas. Même si des consultations avec les représentants du gouvernement existent, les solutions proposées par les employeurs ou par les syndicats ne sont pas prises très sérieusement en compte. Le dialogue social bipartite est davantage développé au niveau du secteur. Le souci principal est l'amélioration de la compétitivité dans le secteur. Au niveau de l'entreprise, seules les grandes compagnies dans lesquelles les organisations de travailleurs et d'employeurs sont affiliées à une fédération, peuvent signer des accords de travail collectif.

Établi au début des années 50, le secteur chimique **turc** -y compris le pétrole et les produits pétrochimiques- produit presque 10% du PNB et fournit un quart de million d'emplois. Néanmoins, une structure duelle, où d'un point de vue technologique, les PME fonctionnent en retard par rapport aux grandes sociétés, est la caractéristique centrale de l'industrie chimique turque. Cette structure a profondément affecté les relations industrielles et la négociation collective dans l'industrie chimique. Les partenaires sociaux sont bien établis et largement institutionnalisés. Ils ont également des liens extensifs avec les fédérations et confédérations nationales et internationales. Trois syndicats et trois associations d'employeurs sont présents au niveau de l'industrie chimique. Le taux réel de syndicalisation (non officiel) est actuellement peu élevé et a diminué au cours de ces dix dernières années. Si les chiffres réels sont pris en considération, on observe que l'un des syndicats (Lastik-İş) pourrait même perdre sa compétence. En Turquie, aucun type de dialogue social n'existe au niveau du secteur. Les accords peuvent seulement avoir lieu aux niveaux des établissements et des entreprises (multi-établissement). Une moyenne de 128 CAs sont signés annuellement et environ 17% de la main-d'œuvre sont couverts par des CAs dans l'industrie chimique. La privatisation continue des grandes sociétés anonymes tend à amoindrir les syndicats et les CB dans le secteur. Les partenaires sociaux ont assez de légitimité et d'habileté pour entreprendre le dialogue social sectoriel aussi longtemps que le taux de syndicalisation augmentera. Les problèmes de mise en œuvre du dialogue social sectoriel proviennent de la crise économique grave, de la privatisation et de l'assaut managérial, du taux décroissant de syndicalisation et des perspectives maussades pour les syndicats et le dialogue social.